## REUNION THEMATIQUE DU 18 AVRIL 2005 INTERVENTION DE LA CONFEDERATION PAYSANNE DU VAR

Je tiens à remercier tout d'abord une nouvelle fois la CPDP de permettre le pluralisme des expressions.

A mi-chemin du débat public, une évidence ressort de manière quasi unanime sur les dégâts irréversibles que causerait la construction de la LGV PACA sur l'agriculture de la région en général et du Var en particulier dont chacun connaît les atouts autant que la fragilité;

En effet, une LGV, de par ses contraintes techniques (rectitude et faible pente) et financières (coût très élevé du percement des tunnels), utilisera préférentiellement des terrains plats ou en faible pente sur lesquels s'exerce notre activité.

Ceux qui veulent nous rassurer que l'impact sur notre outil de travail sera mineur ne sont pas parvenus à nous convaincre. De même, ceux qui « acceptent sa réalisation » tout en émettant le vœu pieux que les terres agricoles soient totalement épargnées ne nous paraissent pas crédibles.

Je reviendrai rapidement sur l'impact de la LGV PACA sur l'agriculture varoise, il a été à plusieurs reprises largement exposé et développé :

- > Déstructurations d'exploitations qui ne seront plus viables;
- > Accélération de la disparition de caves coopératives et de petites fermes qui sont à la base du tissu économique et social rural;
- ➤ La pression et la spéculation foncières induites vont encore accroître le phénomène de déclassement de terres agricoles ;
- ➤ Le prix d'achat de ces terres sera encore plus prohibitif et pénalisera en particulier les jeunes qui s'installent hors du cadre familial ;
- La diminution du nombre de paysans va obérer les finances de la caisse de Mutualité Sociale Agricole;
- Les agriculteurs varois et provençaux ne peuvent pas accepter que l'augmentation prévisible de leurs impôts pour financer le projet entraîne la disparition de leur outil de travail.

Je me permettrai toutefois d'insister sur la notion de souveraineté alimentaire que l'on oublie trop souvent, c'est ainsi qu'un pays comme la Suède a classé depuis longtemps ses terres agricoles en secteur stratégique.

Au-delà de notre agriculture, seraient gravement touchés les paysages agricoles provençaux de vignes ou d'oliviers, les paysages naturels ou l'environnement en général.

C'est pourquoi notre position est et reste un NON clair et net à ce projet et qu'il convient d'approfondir la recherche de solutions alternatives par voie ferroviaire et maritime. Dans un souci d'efficacité, il est apparu indispensable à notre syndicat qui est ouvert sur la société de se joindre à d'autres associations qui partagent nos convictions. Nous avons ainsi participé activement à la création et à l'action de la CAPRE (Coordination Associative Provençale pour le Respect de l'Environnement) dont le cahier d'acteur est disponible sur le site http://nonlgvpaca.free.fr.